



Soignants, profs, pays voisins, Macron résiste sous haute pression

Paris, 29 mars 2021 (AFP) -

Appels de médecins, d'enseignants, d'élus, pays voisins qui filtrent aux frontières, pic d'octobre dépassé en réanimation, rarement la pression sur Emmanuel Macron n'aura été si forte pour lui dicter un tour de vis qu'il s'est jusqu'ici refusé à prendre.

Cela fait deux fois, le 29 janvier et le 18 mars, que le chef de l'Etat a décidé de mesures moins strictes que celles réclamées par les experts malgré un taux élevé de cas, en tablant sur une stabilisation avec la vaccination.

Fin janvier, alors que le pays s'attendait à un reconfinement, il se bornait à fermer les grands centres commerciaux et les frontières extérieures. Le 18 mars, il déjouait encore les pronostics en décidant un confinement sans enfermement, avec fermeture de certains commerces et limitation des déplacements régionaux, une formule hybride.

Mais la dégradation de la situation sanitaire, avec le pic de l'automne dépassé lundi en termes de réanimations, ainsi qu'une salve unanime de réclamations pèseront sur les décisions qui pourraient intervenir lors du Conseil de défense mercredi ou pas.

Face à l'accélération des contagions, les professionnels de santé tirent depuis deux semaines la sonnette d'alarme. Ce week-end, deux tribunes, l'une signées de 41 directeurs de crise des hôpitaux parisiens, l'autre de neuf médecins, accusent l'exécutif de leur imposer, sans le dire, un imminent tri des malades.

"En imposant aux soignants de décider quel patient doit vivre, le gouvernement se déresponsabilise de façon hypocrite", accusent les médecins de l'AP-HP.

- Lignes rouges -

Or cette hypothèse a toujours été présentée par le chef de l'Etat comme une ligne rouge. "Emmanuel Macron ne veut pas être le président d'un pays où on dit à l'un, vous pouvez aller en réanimation, à l'autre, vous ne pouvez pas", explique une source gouvernementale.

Les avertissements se multiplient également chez les enseignants, qui relatent les difficultés à faire fonctionner des établissements dont les personnels sont touchés par l'épidémie. Des maires et des élus appellent désormais à fermer les écoles, notamment en Seine-Saint-Denis, où l'incidence atteint un record de près de 800 nouveaux cas enregistrés en une semaine pour 100.000 habitants.

Là encore, le choix est difficile pour Emmanuel Macron, qui a mis un point d'honneur à garder les établissements ouverts, au nom du bien-être des enfants, de la continuité éducative mais aussi du fonctionnement du pays. Renvoyer les enfants à la maison oblige leurs parents à télétravailler.

Autre signal, les décisions de l'Allemagne puis de l'Espagne depuis ce week-end d'imposer des tests aux frontières pour les Français, voire une quarantaine. Une déception pour Emmanuel Macron, particulièrement attaché au maintien de l'ouverture des frontières intra-européennes. Il est entouré de voisins qui se reconfinent, comme l'Italie, ou durcissent leurs restrictions, comme l'Allemagne.

Pris au milieu de ces tirs croisés, Emmanuel Macron a défendu ses choix jeudi. "Je n'ai aucun mea culpa à faire, aucun remords, aucun constat d'échec", a-t-il lancé. Mais il a néanmoins évoqué de nouvelles mesures prochainement, "sans tabou".

L'exécutif accuse les opposants de prêcher tout et son contraire. "Les mêmes qui appelaient à ne pas confiner fin janvier sont les mêmes qui appellent désormais à le faire. Vous avez des retournements de veste énormes. Ils font de la situation l'antichambre de leur élection. c'est triste", réplique auprès de l'AFP un membre de l'exécutif, en allusion notamment à Xavier Bertrand, candidat à 2022.

Pour le gouvernement, le maintien des écoles ouvertes jusqu'à maintenant reste en tout cas un succès et chaque jour ouvert est un jour gagné. "Les écoles doivent rester ouvertes aussi longtemps que c'est possible", a répété Aurore Bergé (LREM).

En revanche, l'exécutif reconnaît un échec sur les incitations au télétravail. "A chaque fois qu'on dit:





PAYS :France
SURFACE :108 %
PERIODICITE :Quotidien



► 29 mars 2021 - Edition Fil Gen

+Télétravaillez+, on voit une montée du télétravail, puis ça se relâche", regrette une autre source gouvernementale. "On a gagné quelques semaines de vie moins dure. Et en même temps, on n'a pas pris zéro mesures. Loin de là. On a agi", fait valoir la même source.

Reste que le mois d'avril pourrait s'avérer le plus compliqué à gérer depuis le début de l'épidémie, sous l'effet de la troisième vague due au variant anglais, avant l'impact de vaccinations qui se fait attendre. Faute de nouvelles mesures, la pression sur le chef de l'Etat risque de s'accroître encore dans les jours qui viennent.

leb-jmt-pab/ib/swi

Afp le 29 mars 21 à 19 58.

